

*CONTRE LA COLONISATION MONDIALISÉE,  
POUR UNE MONDIALISATION DE LA CIVILISATION*

## **CONTRE LA COLONISATION MONDIALISÉE, POUR UNE MONDIALISATION DE LA CIVILISATION**

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et avec l'affirmation politique des blocs, d'une part le monde communiste avec ses articulations (URSS (Stalin, Khrouchtchev et plus tard) — Maoïsme — Titoïsme — Hoxhaïsme — Castrisme — Guévarisme — et variantes asiatiques de la Corée du Nord, du Laos, du Vietnam et des Africains) et de l'autre le bloc occidental, avec l'inclusion du Japon et avec l'attention de l'Inde comme «la plus grande démocratie du monde» après l'indépendance et, après 1960, et l'inclusion de nombreux pays africains, l'affrontement s'est mesuré non seulement sur la politique ou l'économie, la recherche scientifique ou le pouvoir militaire, mais aussi sur la culture de la démocratie ou sur les deux cultures de la démocratie, qui ont néanmoins exercé une influence mutuelle dans un régime de concurrence perpétuelle.

Sur le plan de l'influence culturelle mutuelle, l'accent a certainement été mis sur l'exercice des libertés et la participation démocratique, dans le but d'améliorer les conditions sociales et économiques des peuples, qui ont tous souffert de la guerre mondiale.

Cette attention s'est manifestée — principalement en Europe occidentale et dans d'autres pays démocratiques — en mettant l'accent sur l'engagement avec le principe de solidarité avec les classes les moins aisées, afin de montrer que la condition sociale et économique, ainsi que civile, de ces classes était meilleure que celle des classes populaires des États communistes.

Le progrès des peuples gouvernés par les systèmes démocratiques était évident et la poursuite des plans quinquennaux des États communistes n'aurait pas réussi à atteindre les niveaux social et économique des premiers.

La motivation idéologique du communisme a été brisée par le manque de résultats par rapport aux niveaux de bien-être des citoyens (bien-être non seulement économique, mais social, civil, largement scientifique, culturel pour l'absence évidente de confrontation due à l'imposition d'une monoculture) et donc 1989 est la date historique de l'échec du communisme avec la chute du mur de Berlin et la liquidation ultérieure de l'Union soviétique, grâce à l'un des plus grands politiciens de l'histoire, Mikhaïl Gorbatchev.

Mikhaïl Gorbatchev, avec Ronald Reagan, était celui qui maintenait le système mondial des blocs en équilibre, et à ce stade la grande responsabilité des deux et de leurs gouvernements respectifs empêchait un déséquilibre, qui mettrait sérieusement en danger la paix et l'existence de millions de citoyens dans le monde, en cas de guerre atomique.

La défaite idéologique du communisme réel, malgré la diminution continue en Chine et dans d'autres pays, mais de manière différente, laisse le monde à l'autre idéologie, qui s'est avérée capable d'obtenir de meilleurs résultats et fait sans critique un totem, à partir duquel la mondialisation des marchés (selon la définition économique) mais en fait la mondialisation de l'information, de la culture, de la technologie, de la recherche, de la «science officielle», affirmant en fait une monoculture, d'abord acceptée triomphalement, moi qui, à la lumière des faits, révèle toutes ses limites économiques, sociales, civiles et humaines.

## **CULTURE LIBÉRALE**

Trente ans après la fin du communisme et le début de la mondialisation, les dommages de la monoculture libérale sont évidents et même les plus grands économistes ne parviennent pas à trouver une indication claire pour corriger tout le déséquilibre créé et désiré.

La satisfaction des besoins (d'abord) et des souhaits des citoyens devient l'objectif de chaque manifestation et de chaque évolution intellectuelle, économique, civile, sociale et dimensionnelle, d'une dimension sociale à l'individuelle, encourageant la valorisation des capacités de l'individu, offrant des modèles qui encouragent l'acquisition de positions de plus en plus évidentes dans le contexte social de référence.

La logique chrétienne est inversée que les dernières seront les premières. dans le contexte terrestre, il vaut toujours mieux être premier, car «le premier est le premier, le second n'est personne», dit un adage commun.

C'est précisément dans cette logique que nous construisons une voie sociale dans laquelle la concurrence, qui n'est pas négative en soi, est pratiquée à tous les niveaux et à tout prix, sans tenir compte des conditions du contexte et donc de la relativisation des différentes situations.

En fait, la logique physiocratique et libérale du «laissez-faire, laissez passer» est empruntée, même dans la société et donc l'individualité l'emporte sur la socialité, annihilant les relations

interpersonnelles et les pliant à la réalisation d'objectifs personnels en termes prioritaires et parfois exclusifs.

Dans ce contexte, ce qu'on appelle les «superstructures morales» se désintègre et affirme ainsi la logique que tout ce qui peut satisfaire les désirs de l'individu est permis, à la seule exception du respect des «droits de l'homme» (et pas toujours), sanctionné par les Chartes des Nations Unies.

Le modèle de référence pour construire la société des hommes est identique au modèle économique libéral, pour lequel les entreprises les plus fortes sont établies sur les plus faibles; dans la société, les classes les plus pauvres, celles qui souffrent de maladies congénitales ou chroniques et avec une capacité de travail réduite, les personnes âgées, génèrent des coûts sociaux, que la logique en vogue souffre et tente en tous points de réduire — un exemple et la demande répétée à différents moments de réduction du «coin fiscal», ou la concentration d'une catégorie de citoyens dans la RSA pour éviter les soins à domicile, ce qui aurait des effets psychologiquement meilleurs — afin d'affirmer le principe selon lequel chacun doit vivre de son propre travail selon ses propres capacités; que faire si ces compétences sont insuffisantes?

Le principe de solidarité et la dimension sociale sont presque complètement exclus de la logique de vie, sans que cette exclusion ne crée un scandale (Obamacare, qui a assuré l'assistance aux plus démunis, dans une partie non négligeable du peuple américain, a provoqué le scandale et tenté de l'abroger).

L'économie sociale de marché de Wilhelm Ropke, adoptée par des partis d'inspiration chrétienne en Europe, invoquée en Allemagne pendant la République de Weimar, a été appliquée en Europe et dans d'autres pays jusqu'aux années 1990 et a été supplantée par la pratique capitaliste après la chute du mur de Berlin, créant ainsi la situation mondiale actuelle.

Les théories keynésiennes ont été appliquées aux États-Unis, et John Kenneth Galbraith, depuis la présidence de Kennedy et plus tard pendant plusieurs décennies, était l'un des économistes les plus écoutés.

Lorsque les protections sociales des plus faibles tombent dans la société, l'un des principes fondamentaux de la coexistence civile et démocratique est compromis, car les principes constitutionnels sont violés non seulement en Italie, mais aussi dans d'autres pays, dans l'Union européenne et dans les chartes des Nations unies, qui prévoient que, dans chaque

pays, la discrimination des citoyens n'est pas autorisée, sans la capacité autonome de subvenir à leurs besoins.

Par conséquent, il convient de noter que l'application du modèle économique libéral dans la société démocratique du monde a créé des disparités intolérables et bloqué les sociétés en évolution, compromettant l'«ascenseur social» établi, qui a conduit les enfants à créer de meilleures conditions que celles des pères.

Le blocus de la dynamique sociale a généré d'énormes poches d'inemploi et aussi un grand obstacle à l'adaptation globale de la société à l'époque contemporaine, car il a laissé sans soutien ceux qui auraient aimé et pourraient contextualiser leur existence avec les objectifs qui sont constamment atteints.

La pandémie a mis en évidence la situation mondiale et même les économies les plus fortes ou celles qui croient avoir les ressources pour faire face à tous les problèmes sont en difficulté, en raison de la politique libérale que les États ont permis de réaliser, d'étendre et de proliférer sans aucune limite ni condition.

La situation actuelle de la société dans toutes les parties du monde enregistre l'écrasement des classes moyennes et supérieures-bourgeoises vers le bas, élargissant effectivement l'éventail des classes pauvres et augmentant, au-delà du seuil physiologique, la classe marginalisée.

Les systèmes fiscaux sont également conditionnés par une politique libérale, qui laisse les grandes entreprises multinationales en dehors du système fiscal national, permettant de localiser des bureaux fiscaux dans les pays où l'imposition est favorable ou en traitant de temps à autre le pourcentage de la contribution fiscale à payer.

## **LA SITUATION DES ÉTATS**

La situation financière des États devrait être analysée, étant donné que la situation des dettes publiques s'accroît généralement en fonction de l'augmentation des politiques sociales à envisager; dans cette situation, avec la disparition quasi totale de la classe moyenne, la concentration de la richesse dans les coffres d'un petit nombre de groupes financiers, avec le rétrécissement du secteur de la vente au détail, exploité par des particuliers et des petites et moyennes entreprises, car concentrés dans de grandes chaînes de distribution, l'entrepreneuriat est considérablement réduit et réduit proportionnellement

la résilience en temps de crise des citoyens à revenu variable en fonction du volume des entreprises; en fin de compte, les crises concernent principalement les citoyens à revenu fixe, car leurs salaires perdent leur pouvoir d'achat à mesure que les prix augmentent.

Toutes les grandes puissances économiques ont un énorme endettement public et privé et certaines de ces multinationales sont menacées de faillite, parce que leurs clients, représentés par cette classe moyenne — aujourd'hui appauvrie — n'ont plus la capacité de payer leurs expositions (seulement deux exemples, représentant la quasi-totalité du phénomène: Lehman Brothers et Evergrande Real Estate Group ont été considérés comme *«trop grands pour échouer»*).

Si nous n'intervenons pas pour corriger une mondialisation sans règles, en introduisant des règles qui ne limitent pas l'accumulation de richesses, mais en réglementant son utilisation, en distinguant le secteur financier du secteur productif, du secteur commercial des services, et en attribuant des parts de marché, qui empêchent la création d'oligopoles, avec la motivation d'affirmer la nécessité d'un régime de concurrence, nous nous retrouverions au début d'une ère de «crétacé-financier tertiaire» pour les multinationales (dinosaures économiques) et d'une nouvelle ère (financière) d'après-guerre, pour l'appauvrissement généralisé de la population mondiale, qui n'aurait plus la possibilité de respecter les engagements pris, conduisant ainsi les États à l'effondrement des budgets en raison des coûts sociaux à supporter.

## **LES PERSPECTIVES DE L'HUMANITÉ AVEC LE SYSTÈME LIBÉRAL**

Le système financier libéral actuel sera l'épilogue de la création d'une société où la richesse est concentrée dans les coffres de quelques groupes mondiaux, le secteur industriel aura tendance à normaliser les productions à zéro différence (y compris dans le domaine culturel comme la mode, le design, l'instrumentation, les habitudes, la nutrition, l'organisation du quotidien, etc.); le secteur commercial sera organisé en grands mégastores, les villes seront dépourvues de magasins, car les petits commerces (détails) n'auront plus de place pour survivre; la partie de la population reconnue comme qualifiée au travail sera orientée vers le travail salarié, le contrôle des systèmes de travail, l'uniformisation des salaires et des garanties salariales, la réduction de la capacité individuelle et la soumission à la stratégie de l'entreprise; le temps libre sera organisé à l'échelle mondiale pour obliger les citoyens à certaines pratiques, fonctionnelles à l'efficacité productive.

En fin de compte, l'objectif est de créer une société mondiale des «humains robotisés», qui répond à la demande d'efficacité pour la production de richesses des quelques groupes financiers, qui gouverneront l'économie mondiale.

D'où la nécessité de redécouvrir cette économie sociale de marché, avec «l'économie communautaire», l'économie de communion et toute autre forme de solidarité à appliquer dans une société sans moyens.

Les grandes structures qui gouvernent l'économie mondiale (financières, productives, commerciales, de service) doivent être réformées et soumises au gouvernement des États qui y adhèrent, dans lesquels des règles générales objectives et des *délais d'introduction progressive* sont fixés, de sorte que chaque État adhérent soit garanti à tous, sans exception, d'un traitement uniforme.

Il s'est produit dans le passé que certains États ont été admis, bien qu'ils n'aient pas les conditions d'accès, dans de grandes organisations internationales (la Chine à l'OMC, malgré le grand problème des droits de l'homme et le déficit de la démocratie).

Il serait également important de vérifier la nécessité ou l'opportunité de superstructures financières, qui réglementent les marchés des matières premières, qui, loin de bénéficier aux producteurs primaires, qui sont imposés à un régime de production et de prix, servent à la spéculation privée d'accumuler des richesses, au moyen d'une série d'instruments financiers qui sous-tendent l'évaluation d'un risque futur et hypothétique (voir TTF-TITLE TRANSFER FACILITY à Amsterdam).

Il ne s'agit pas de groupements de producteurs (type de l'OPEP et similaires dans le domaine alimentaire), mais de structures financières générales et spécifiques, pour lesquelles une limitation totale ne serait pas nécessaire, mais seulement pour influencer le compte courant lorsqu'une tendance future est supposée.

Dans cette réalité, l'organisation des Bourses aurait également besoin d'une révision structurelle de la législation, notamment dans l'évaluation de l'admission des valeurs mobilières et dans la gestion de celles spécifiquement financières, qui combinent la plus grande capitalisation, qui ont actuellement la possibilité d'intervenir dans tous les secteurs et secteurs, en déterminant leur augmentation ou leur diminution.

Il n'est pas bon que la «financiarisation de l'économie» ait eu lieu de manière globale, car les raideurs sans scrupules peuvent créer d'énormes mouvements financiers dans les

sphères publique et privée, compromettant la tendance naturelle de la vie des États et des entreprises privées.

La mise en place de l'outil «d'or» pour bloquer les montées hostiles, prévue par la législation nationale et européenne, n'est probablement qu'un instrument de défense, alors qu'il serait nécessaire que les montées ou acquisitions pour la vente de titres aient lieu après un contrôle préalable pour vérifier l'avenir de l'entreprise, les niveaux de production et la préservation des emplois ou, alternativement, la création de nouveaux emplois à la place de ceux qui pourraient être abandonnés.

Il a été vérifié que, dans notre pays, certaines grandes entreprises pour l'extraction des minerais, pour la production d'aciers et pour la production d'appareils ménagers, et à la fin des délais de restructuration de l'entreprise, ont été abandonnées (je me réfère aux entreprises indiennes, américaines, algériennes, qui avaient manifestement l'intérêt de réduire ou d'éliminer la concurrence italienne).

Une réflexion particulière doit être faite sur l'organisation des BRICS, nés en 2009 sans l'Afrique du Sud, qui se sont agrégés en 2010, qui ont créé une organisation alternative et concurrente du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, ne se reconnaissant plus dans ces organisations internationales.

La création de la Nouvelle Banque de Développement (Nouvelle Banque de Développement), de l'Arrangement sur les Réserves Contingentes (ARC), de la Global Development Initiatives GDI, de la Global Security Initiatives GSI, montre la volonté de contrer les politiques économiques et financières adoptées par les organisations existantes et établies avec Bretton Woods.

Les BRICS représentent plus de 45 % de la population mondiale et 25 % de l'économie mondiale et ont magnétisé l'adhésion d'autres pays (Kazakhstan, Arabie saoudite, Argentine, Égypte, Indonésie, Nigéria, Sénégal, Émirats arabes unis, Thaïlande), avec la perspective d'une nouvelle agrégation.

Les raisons résident dans l'aspiration claire de ces pays à acquérir plus de place dans l'autodétermination et, même, à ne pas subir les politiques économiques et financières américaines, le résultat de la monoculture dominante.

Les risques d'une confrontation économique qui n'est plus médiatisée par les organisations internationales sont très élevés et il serait donc nécessaire de mettre en place un



changement politique inclusif, où chaque État peut reconnaître et traiter son propre espace de croissance.

Le principe de «l'exportation de la démocratie» n'a pas fonctionné et ne fonctionnera jamais, car le sens démocratique doit d'abord être une culture répandue puis institutionnalisée dans l'organisation étatique.

Un cas typique s'est produit lorsque le monde occidental a favorisé et alimenté les soi-disant «printemps arabes», nés à travers des bouleversements populaires, inspirés par des courants fondamentalistes.

En Égypte, les «frères musulmans» ont été défendus par Al Sisi, en Tunisie il y a une situation de stabilité précaire, en Libye la guerre civile a été déclenchée et la situation n'a pas été normalisée, et encore moins l'Afghanistan.

En fin de compte, je ne pense pas que les résultats de l'exportation de la démocratie aient donné des résultats sérieux, aussi parce que la démocratie ne s'exporte pas elle-même, mais doit mûrir dans la culture populaire et devenir un héritage dans le comportement quotidien des citoyens, l'évolution de la culture civile et religieuse, comme cela se produit actuellement en Iran avec des mouvements populaires pour protester contre la persécution des filles pour des raisons religieuses, violant le principe de l'intangibilité de la personne, établi par toutes les Chartes des droits.

## **L'ANTHROPOCÈNE**

Depuis quelque temps, d'épais intellectuels discutent avec leur production de livres de la perspective que la société pourrait avoir dans un avenir proche.

La réflexion sur la transformation de la nature, la conséquence de l'impact sur l'homme remonte à la fin du XIXe siècle par le géologue Antonio Stoppani, qui a utilisé le terme «ère anthropozoïque»; plus tard, le Russe Vernadsky a appelé l'ère «Noosphera»; le même terme a été utilisé par le penseur catholique Teilhard de Chardin; la définition a continué à passer à «Holocène» pour arriver au terme actuel d'«anthropocène», également adopté par le Nobel Crutzen.

Parmi les premiers à analyser avec précision la tendance sociale au début des années de boom économique, Romano Guardini, qui a entrevu la transformation de la culture anthropologique qui construirait un «homme non humain», inséré dans une «nature non

naturelle», anticipant intuitivement l'ère d'aujourd'hui, dans laquelle nous pensons «humain, post-humain et trans-humain».

Francis Fukuyama parle de la «fin de l'histoire et du dernier homme», comme la conclusion du processus évolutif. mais si le processus évolutif est terminé, quelle peut être l'activité de l'homme survivant à la fin de l'histoire?

De plus, quel processus évolutif, celui de la civilisation?

Le processus de civilisation est-il vraiment terminé ou devons-nous attendre que toutes les communautés atteignent le même niveau d'évolution économique, sociale, civile et culturelle?

Y a-t-il quelqu'un qui a défini le début et la fin du processus de civilisation?

Le processus de civilisation ne suit-il pas celui relatif à l'évolution de l'intellect humain et, par conséquent, à celui des relations interpersonnelles et sociales?

Sans aucun doute, la pensée de Fukuyama nous fait beaucoup penser, parce que nous n'avons pas à nous résigner à la «fin de l'histoire», mais nous devons aller de l'avant jusqu'à ce que la capacité cérébrale de l'homme réussisse à contrôler tous les processus de recherche dans tous les domaines, afin de pouvoir les utiliser selon son propre jugement, pour atteindre des niveaux de bien-être toujours plus grands.

Chrétiennement, la «fin de l'histoire» n'est conçue que lorsque l'Apocalypse se manifeste en régénérant les hommes à l'image de Dieu, sans espace et sans temps et donc sans fin.

De manière séculaire, on ne peut concevoir «la fin de l'histoire» jusqu'à ce que l'intelligence humaine gouverne le monde, même avec des erreurs macroscopiques d'évaluation et avec la présence d'une volonté obstinément prévaricatrice et violente. L'instinct de survie peut rendre justice même les formes d'autodestruction les plus subtiles, motivées par le désir pervers d'acquérir un pouvoir illimité.

La prédiction de Samuel Philips Huntington sur les événements historiques de la fin du siècle dernier apparaît désormais vérifiée par les événements et, par conséquent, on peut dire que le monde unipolaire, imaginé avec la mondialisation, avec une pensée unique, avec la démocratie exportée, avec le «politiquement correct», avec l'uniformisation des comportements également à travers les systèmes numériques, avec la «culture annule», avec la tentative d'effacer les racines des communautés, n'a pas fonctionné et a en effet été rejeté, car il n'était pas naturel par rapport à l'originalité de chaque homme.

Je voudrais cependant souligner que le «souverainisme» doit aussi être jugé négativement, parce qu'il remet en question des siècles d'activités civilisantes de l'Humanité et de ses nombreuses communautés, qui ne se sont pas fermées, mais ont maintenu des relations avec l'ensemble du monde environnant et progressivement avec une gamme toujours plus large, par rapport aux temps et aux systèmes de connexion.

Des Phéniciens aux Grecs, aux Romains, aux peuples indo-européens, aux Vikings, aux Sarrasins, aux Mongols, il y a toujours eu des migrations et donc des échanges culturels, qui ont favorisé la recherche et garanti l'évolution culturelle de la pensée et tout ce qui descend en cascade.

Il sera nécessaire de réviser toutes les théories qui croient qu'elles peuvent gouverner le monde avec une «pensée unique», car ce serait contre nature: L'originalité individuelle est la plus grande richesse que l'humanité a et nous a permis d'atteindre nos objectifs actuels.

Lors du Sommet mondial de l'entreprise sociale à Turin, Muhammad Yunus a déclaré: Les êtres humains sont fiers de leur identité locale et font partie d'une communauté mondiale. Mais le mot «mondialisation» vient d'une autre direction. Il vient de la colonisation politique ou de la colonisation économique. Les relations inégales ne devraient pas être appelées mondialisation. La mondialisation doit être fondée sur l'amitié, le partage et la solidarité. L'économie qui maximise le profit ne peut pas atteindre cet objectif. Son but est de tirer parti des faiblesses des autres, pas d'aider à surmonter les faiblesses. C'est l'entreprise du social business. Le monde futur devrait être un monde d'affaires sociales.

Il n'est pas concevable un monde «unipolaire», pas même multipolaire, mais multilatéral, où chaque communauté trouve son propre espace et rivalise au même niveau que les autres pour imaginer et construire l'avenir.

Une question à se poser est celle de savoir si la «mondialisation sans règles» est contraire à la culture en général et aux cultures des peuples.

Probablement oui, la «mondialisation sans règles» est contraire à la culture parce qu'elle est porteuse et nourrice d'une «pensée unique», qui ne répondait initialement qu'au principe économique de rationalisation des phases de production par l'uniformisation des comportements; par la suite, cette «pensée unique» s'étendait à toutes les manifestations de la vie, instrumentalisant également les comportements collectifs, qui n'avaient que la nécessité de déterminer un tournant dans la direction du bien-être.

Peut-on dire que «la mondialisation sans règles» est contre la civilisation? Probablement oui, parce que dans la société sans règles (lois), la force prévaut sur la raison, tandis que dans la société avec des règles (lois), la raison de la coexistence civile prévaut par le respect des valeurs de liberté, de justice, d'égalité, de solidarité dans la dimension sociale.

En fin de compte, il faut noter que dans la nature la force gagne toujours et pour empêcher que cela se produise, l'élément qui croit qu'il est faible ou a ses propres défenses naturelles ou adopte des tactiques de survie qui lui permettent de survivre.

L'homme a vécu cette expérience et, pour survivre, il pensait réguler la coexistence avec les lois, comme le fruit de l'intelligence des philosophes de tous les temps, en conquérant le degré de civilisation moderne.

À l'époque contemporaine, il n'est pas concevable que nous revenions à la barbarie sans les règles avec la mondialisation vécue au cours des trente dernières années; au lieu de cela, nous devons nous engager dans une mondialisation qui a des règles respectées par tous, où chacun a légitimement son rôle et son espace social, civil et économique, sans prévarications, pour la croissance de tous.

## **RELIGIONS**

Incidemment, il faut dire que les religions ont eu et continuent d'avoir pour objectif de libérer l'homme de la condition de finesse de la vie, à laquelle il est soumis pour la mort; la finesse qui pourrait conduire à l'hypothèse de la futilité de tout effort pour la vie, empêchant le processus d'évolution; encore plus grave serait la croyance que tout comportement peut être adopté afin de vivre selon ses propres désirs, indépendamment de l'éthique du respect des autres; une telle conviction aurait entraîné l'extinction de l'humanité dès le début.

Les religions du passé ont également accepté ou même promu des comportements fondés sur l'acquisition du «pouvoir temporel», témoignant de l'histoire de deux mille ans; mais à l'ère moderne, de tels faits ont été largement stigmatisés par tous, bien qu'ils restent encore les derniers épigones d'une religion qui nie la valeur de la paix et de la coexistence civile et pratique encore la guerre (les talibans, les chiites d'Iran, les salafistes, etc.).

Même la culture religieuse orientale, qui est plus que transcendante est extrêmement intellectuelle et enseigne le dépassement de la dimension humaine par l'exaltation de la pensée comme le fruit de l'intellect, est principalement une culture de paix, excluant certaines interprétations du shintoïsme.

L'imam Ahmad Muhammad Ahmad al Tayyib, 44e grand imam de la mosquée de l'Université Al-Azhar, a rappelé dans de nombreux messages la valeur de la paix et a invité tout l'Islam à y travailler.

De même, le Pape François, qui a rencontré l'Imam, appelle quotidiennement à la Paix, au Pardon, à la Fraternité, à l'Amour pour la Création, dont «nous sommes gardiens» (Laudato Si) pour le monde entier, y compris l'Ukraine et l'Europe, le Yémen, l'Afrique centrale, la Corne de l'Afrique et tous les territoires où des guerres persistent.

## **RESSOURCES ALIMENTAIRES ET MINÉRALES**

Il y a le problème des ressources, qui deviennent de plus en plus insuffisantes, comme l'indique la tendance de Hearts Overshoot Day, qui anticipe constamment la date des ressources consommées dans l'année, qui pour 2022 était fixée au 28 juillet.

Face à la consommation de ressources parmi huit milliards de personnes, 820 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde (rapport des Nations unies 2021), tandis qu'un tiers (1,3 milliard de tonnes) de la production alimentaire devient des déchets.

Si 7,2 milliards d'êtres humains reçoivent les deux tiers des 2,6 milliards de tonnes de ressources alimentaires, 1,3 milliard de ressources alimentaires pourraient nourrir 3,6 milliards de personnes; la réalité nous donne plutôt 820 millions de personnes qui souffrent de la faim.

Il ne me semble pas que cet aspect de la mondialisation puisse également être approuvé, sauf si l'on constate que 1,3 milliard de ressources alimentaires gaspillées ont d'abord été échangées et donc échangées financièrement, tandis que les 820 millions de personnes dans le besoin vivent dans la pauvreté et doivent donc subir leur sort, sans que la solidarité puisse remplacer l'inhumanité.

En outre, le cas du blé ukrainien est éloquent; il n'aurait même pas dû être avancé, heureusement il a résolu positivement; le problème des sources d'énergie fossiles demeure.

Personne ne remet en cause l'appartenance aux sources d'énergie des États qui la détiennent, ce qui en fait un commerce légitime, mais il serait nécessaire de partager au niveau international le caractère social d'une source et donc de définir par consensus un régime particulier, éventuellement aussi économique, qui exclut les sources d'énergie telles que les denrées alimentaires de la pratique générale et des règles du commerce d'autres productions.

Ce devraient probablement être les premières règles de la mondialisation du troisième millénaire, dans lesquelles des scénarios et des perspectives sont déjà ouverts à être examinés avec une extrême scrupuleuseté, parce qu'ils se rapportent à l'avenir de l'humanité et de chaque personne.

Une autre question pose les soi-disant «terres rares», qui se trouveraient dans certains territoires limités de la planète et qui, par conséquent, font l'objet de tensions entre États et dans certaines réalités africaines ont déclenché des guerres sanglantes.

Je ne pense pas qu'au troisième millénaire nous puissions agir comme par le passé pour les métaux nobles, déclenchant des luttes et des guerres dans les États et entre eux pour en saisir le plus grand montant.

L'évolution de la science que nous vivons sera certainement capable d'identifier et d'indiquer des alternatives de matériaux, sans qu'il soit nécessaire d'ouvrir de nouveaux conflits; de ce point de vue, des «terres rares» peuvent être échangées comme tout autre produit, sans préjudice de la règle de l'évaluation dans la comparaison de l'offre et de la demande.

L'histoire économique nous a toujours appris que la rareté d'un produit par rapport à un besoin croissant, dans la première phase, augmente la valeur du produit, mais plus tard, lorsque le coût devient trop cher, le marché recherche des alternatives et des substituts et, dans certains cas comme dans la période actuelle, demande à la science de rechercher de nouveaux produits, d'améliorer la production et de marginaliser les sources épuisées (voir charbon comme source d'énergie, nucléaire en Italie, ou hydroélectrique pour la rareté des précipitations, etc.).

## **RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET PROTECTION DE LA VIE**

La pandémie a mis en mouvement toutes les recherches scientifiques mondiales pour trouver un antidote à Sars-Co.Vi.D — 19-2, déterminant deux aspects positifs: le premier est attribué à la concurrence entre États pour ceux qui devraient trouver l'antidote le plus efficace; le second est attribué à la comparaison des résultats obtenus et, par la suite, à l'échange d'informations, quoique partielles, sur les médicaments produits.

Pour les essais, différents systèmes ont été adoptés, ainsi que pour l'obtention d'une «immunité de troupeau», qui n'a probablement été atteinte nulle part dans le monde (en Chine, elle a été soumise au confinement dans toute la région de Shanghai).

La recherche scientifique, cependant, présente quelques critiques fondamentales qui devraient être supprimées pour le bien de l'humanité, mais que personne n'a fait jusqu'à présent, parce que la précarité de l'équilibre mondial, pas du tout garantie et garantie par la mondialisation réalisée, est toujours en place et donc les États imposent à certains dossiers critiques le secret de l'État à leur propre protection.

On imagine et peut même soupçonner que certaines recherches concernent l'industrie de la NBC à des fins de guerre.

Bien que la plupart des produits aient été interdits, dans certaines zones de guerre, des balles d'uranium appauvri ont été utilisées et, dans la guerre actuelle en Ukraine, l'utilisation de bombes au phosphore a été signalée.

La recherche de l'usage de la guerre dans le passé a parfois conduit à l'utilisation dans l'usage civil de ceux trouvés avec tant d'avantages pour le progrès, actuellement il n'est pas nécessaire de rechercher des utilisations de guerre, qui pourraient alors être transformées en usage civil, parce que le pouvoir destructeur que le produit aurait pu poser un risque énorme pour l'humanité.

Les accords sur les armes nucléaires ont constitué une étape importante vers le désarmement du monde.

Au cours des dernières décennies, malgré le contrôle des armes nucléaires, les idées d'armes de destruction massive se sont multipliées; pour cette raison, il est absolument essentiel que nous continuions à traiter un désarmement non seulement nucléaire, mais de toutes les armes de destruction massive dans le domaine de la NBC, des armes électroniques, électromagnétiques, psychotroniques, géophysiques, à énergie directe, armes contrôlées par l'IA, dont beaucoup visent à pirater les systèmes de contrôle des systèmes gouvernementaux de pointage et de lancement, provoquant des «incidents», même dans l'anonymat, entre États, directement ou indirectement.

Il faudra prendre conscience que la vulnérabilité des systèmes informatiques est prouvée et qu'il n'y a pas de systèmes de sécurité inviolables, même ceux avec une mise à jour périodique, par conséquent, les armes de la génération numérique risquent d'être un grave

problème pour l'humanité, au-delà de la volonté de ceux qui les conçoivent, les construisent et les détiennent.

Une autre question critique de la recherche scientifique concerne l'éthique tant sur la recherche elle-même que sur l'expérimentation; en fait, certaines expériences pourraient empiéter sur l'eugénisme, qui doit être interdit dans le monde entier, car le Menghele contemporain se trouve dans toutes les parties du monde.

L'EFSA — l'Autorité européenne de sécurité des aliments — a son propre protocole, mais son champ d'application est limité au secteur alimentaire, alors qu'il serait nécessaire d'établir une autorité mondiale pour surveiller toutes les recherches pour la régir avec un protocole général et des addenda pour chaque secteur d'investigation.

Les populations européennes, à travers la Convention pour la protection des droits de l'homme et la dignité de l'être humain contre l'application de la biologie et de la médecine: La Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine" — Oviedo le 4 avril 1997, signée par les pays du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, dispose d'une base juridique qui les protège de l'application des pratiques eugéniques.

Il serait important de promouvoir une confrontation institutionnelle mondiale, afin d'empêcher les centres de recherche indépendants ou même les structures étatiques de s'engager dans la recherche et l'application des résultats contraires aux règles générales, approuvées consensuellement, dans le seul but de poursuivre les gains illicites ou le contrôle de communautés entières qui les soumettent.

Les risques sont très élevés et ne peuvent être sous-estimés, pour empêcher l'humanité de se retrouver victime d'une dynamique de manipulation génétique hors de contrôle.

## **CONCLUSIONS**

À la lumière des considérations succinctes faites, toutes celles qui méritent d'être approfondies, on ne peut manquer de conclure que la «mondialisation» réalisée est tout à fait insuffisante pour répondre au défi du XXIe siècle et pour vaincre la discrimination, la marginalisation, la colonisation, l'homologation, la normalisation et la robotisation de l'homme.

En partant de l'OMC et en associant toutes les agences internationales, par l'intermédiaire de l'ONU, il sera nécessaire d'établir des règles qui s'appliquent à tous les États du monde



(196 reconnus et 11 non reconnus ou partiellement reconnus), visant au bien-être des populations, dans tous les domaines et dans le respect des cultures de référence, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La vie, la dignité, la nutrition, la santé, la protection de l'environnement, la liberté, la justice, l'égalité, l'éducation et la formation tout au long de la vie, sont les principes fondamentaux qui devront gouverner les communautés du troisième millénaire afin d'atteindre et de garantir une paix durable pour tous les êtres humains, où chacun pourra trouver son espace et sa dimension dans une confrontation continue, visant à améliorer les conditions de bien-être pour tous.

Rome, le 30 novembre 2022

*On. Vitaliano Gemini*